



POUR UNE RELANCE FÉMINISTE DES ENTREPRISES DE FEMMES :

ENQUÊTE 2023 DE PARO
SUR LA TRANSITION VERS
LA REPRISE DES ACTIVITÉS



UN MOT SUR PARO



Depuis le début de la pandémie mondiale de COVID-19 en 2020, PARO Centre pour l'entreprise des femmes (PARO) suit de près les difficultés et les réussites des femmes d'affaires en Ontario. Durant la pire phase de la pandémie, alors que la planète était confinée, **PARO a pu verser plus de 500 000 \$¹ sous forme de contributions à la croissance non remboursables à 86 entrepreneures ontariennes.**

Fondée en 1995, PARO offre un large éventail de services d'affaires, y compris du financement, aux femmes entrepreneures de l'Ontario. PARO est principalement reconnu pour son réseau féminin de Cercles de prêts par les pairs². Comptant plus de 200 cercles de prêts en Ontario, ce réseau est le plus grand du genre en Amérique du Nord.

PARO est aussi le **partenaire de prêt ontarien du Programme national de prêts d'Organisations d'entreprises de femmes du Canada (OEFC)**, lequel soutient les femmes et les personnes non-binaires dans le démarrage et l'expansion de leur entreprise. **Le montant maximum alloué par prêt est de 50 000 \$³.**



¹ Voir : <https://www.tbnewswatch.com/local-news/paro-centre-for-womens-enterprise-gets-fednor-funding-6276463>

² Voir : <https://paro.ca/fr/paro-circles/>

³ Voir : <https://adrian500.preview.softtr.app/bizcamp-paroprospers-eligibility-criteria?t=1666804032216>

TABLE DES MATIÈRES



1	UN MOT SUR PARO
3	INTRODUCTION
5	LES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE ÉCLAIR SUR LA TRANSITION VERS LA REPRISE DES ACTIVITÉS
6	ÉVALUER LES OBSTACLES : QUELLES SONT LES DIFFICULTÉS À SURMONTER POUR ATTEINDRE LA SÉCURITÉ FINANCIÈRE?
8	LES RÉPERCUSSIONS DE LA PANDÉMIE QUE SUBISSENT ENCORE LES FEMMES ENTREPRENEURES
9	LES STÉRÉOTYPES SEXISTES SYSTÉMIQUES NUISANT À LA CONFIANCE EN SOI DES FEMMES ENTREPRENEURES
10	LES DIFFICULTÉS RÉSULTANT DE LOIS, POLITIQUES ET PRATIQUES DISCRIMINATOIRES EMPÊCHENT LES FEMMES DE PROFITER DE POSSIBILITÉS ÉCONOMIQUES
11	ANALYSE ET RECOMMANDATIONS
16	BIBLIOGRAPHIE
18	PARO CENTRE : NOS CONTRIBUTIONS





INTRODUCTION

L'enquête de PARO sur la transition vers la reprise des activités

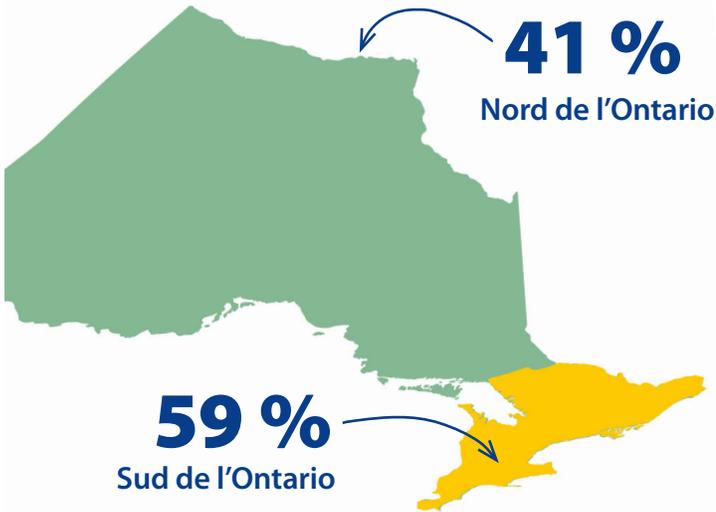
constitue la troisième et dernière partie d'une démarche visant à évaluer les répercussions de la pandémie sur les entreprises de femmes. Cette enquête servira à soutenir une réponse et une relance féministes à la suite de la pandémie de COVID-19, ainsi qu'à transformer les politiques et pratiques afin de favoriser l'inclusion et la diversité, en particulier pour les femmes marginalisées en région rurale. Le but de cette enquête consiste à fournir des données sur les expériences vécues par les entrepreneures afin d'influencer les mesures de relance à la suite de la pandémie, ainsi que de mettre en lumière les lois, politiques et pratiques discriminatoires qui empêchent les femmes de participer pleinement à la vie sociale, politique et économique, spécialement dans les régions rurales.

Les femmes représentent près de la moitié de la population active. Pourtant, les résultats de notre enquête démontrent que la pandémie a eu de sérieuses répercussions sur les femmes entrepreneures et leur santé mentale en ralentissant la croissance de leur entreprise. Avant la pandémie, les entrepreneures vivant et possédant une entreprise en région rurale ou éloignée devaient déjà relever des défis particuliers pour maintenir leurs activités. Parmi ces nombreux défis, on trouve l'isolement, le manque d'infrastructures et de moyens de transport adéquats, une connexion Internet peu fiable, un manque d'accès aux soins de santé et aux services de santé mentale et la pénurie de main-d'œuvre.

L'ensemble de l'économie canadienne a été fortement affecté par la COVID-19, notamment les entreprises individuelles et les petites et moyennes entreprises (SME). Ce rapport, publié en français et en anglais, résume les réponses au questionnaire d'enquête de **147 femmes entrepreneures de l'Ontario**. Quarante et un pour cent des répondantes vivaient dans le nord de l'Ontario (régions du Nord-Ouest et du Nord-Est) et 59 % vivaient dans le sud de l'Ontario (corridor de l'Est, régions de l'Ouest et du Centre et région du Grand Toronto [RGT]).



RÉPONDANTES DE L'ONTARIO



Trente-deux pour cent des répondantes provenaient d'un petit centre de population (1 000 à 30 000 habitants) et d'une région de recensement (population d'au moins 10 000 habitants vivant à distance raisonnable d'une zone métropolitaine). Dix-neuf pour cent des répondantes étaient situées dans des localités rurales, éloignées ou du Nord (moins de 1 000 habitants), y compris des collectivités autochtones. Les 49 % restant résidaient dans une région métropolitaine de recensement (100 000 habitants ou plus, dont au moins 50 000 au centre-ville).

PROPORTION DE LA POPULATION



49 %

Régions métropolitaines de recensement



32 %

Petits centres de population et agglomérations de recensement



19 %

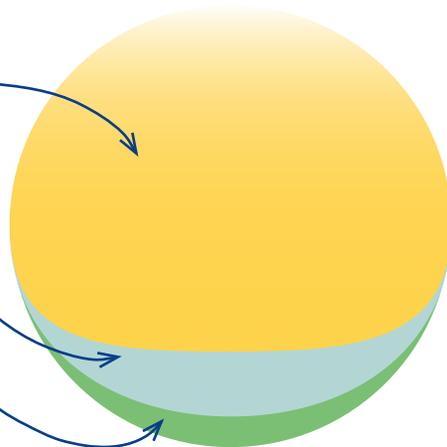
Localités rurales, éloignées et du Nord (y compris les collectivités autochtones)

PROPRIÉTÉ DE L'ENTREPRISE

100 %

50,1 %
ou plus

50 %
ou moins



Selon les résultats de notre enquête, 84 % des répondantes détiennent 100 % de leur entreprise, 11 % en détiennent 50,1 % ou plus et 5 % en détiennent moins de 50 %.



LES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE ÉCLAIR SUR LA TRANSITION VERS LA REPRISE DES ACTIVITÉS

Dans cette section, nous allons examiner les résultats de l'enquête qui nous permettent de mieux cerner la façon dont les femmes entrepreneures font face à la pandémie.

Lorsqu'on leur a demandé de préciser le type de soutien qu'elles souhaitent obtenir de PARO pour leur entreprise, 48 % des répondantes ont répondu un **soutien financier**; 23 % un **soutien en matière de marketing et de promotion de la marque**; 16 % un **autre type de soutien**, comme du mentorat pour faire croître leur entreprise, des occasions de collaborer et de réseauter avec des personnes et des organisations, l'accès à du personnel dévoué et expérimenté, des idées de développement des affaires, des stratégies d'expansion, de l'information sur les prêts et les subventions disponibles et de l'assistance en la matière, etc.; et 13 % un **soutien à l'apprentissage des technologies numériques**, comme un cours intensif sur Skype, Zoom et Google Meet.

TYPE DE SOUTIEN QUE LES FEMMES ENTREPRENEURES SOUHAITENT OBTENIR DE PARO ET D'AUTRES ORGANISMES



COMMENTAIRES DE RÉPONDANTES SUR LE SOUTIEN REÇU DE PARO

« Les subventions et prêts de PARO ont une valeur inestimable »

« Je suis heureuse de recevoir de PARO du soutien financier et de l'aide en matière de marketing et d'apprentissage des technologies numériques »

« Le mentorat que j'ai reçu des conseillères en croissance d'entreprise de PARO »

« Plus de programmes comme PARO-GoForth pour perfectionner mes compétences en affaires »

ÉVALUER LES OBSTACLES : QUELLES SONT LES DIFFICULTÉS À SURMONTER POUR ATTEINDRE LA SÉCURITÉ FINANCIÈRE?

En participant à cette enquête, les répondantes ont pu décrire les difficultés et les répercussions de la pandémie qu'elles continuent de vivre alors que la situation revient à la normale. Voici un résumé des réponses les plus fréquentes :

1. Pénurie de main-d'œuvre et maintien de l'effectif⁴ : En raison du manque de main-d'œuvre, les femmes propriétaires d'entreprise disent avoir de la difficulté à embaucher du personnel compétent ou à maintenir leur effectif en poste à cause de la concurrence des salaires et avantages sociaux.

2. Bien-être émotionnel et psychologique et manque de soutien en santé mentale : Soixante-trois pour cent des répondantes ont déclaré qu'il avait été difficile de passer au travers de la pandémie. Plusieurs ont éprouvé du stress, de l'anxiété et des sentiments dépressifs en raison de difficultés financières, de tâches non rémunérées comme la garde d'enfants et d'ainés, de l'isolement social, de la crainte d'avoir à rembourser de l'argent, de ruminations, d'un revenu incertain et d'autres facteurs.

Au deuxième trimestre 2022, il y avait plus d'un million de postes à combler au Canada, ce qui indique que l'économie du pays subit encore les effets de la pandémie de COVID-19.

Dans notre enquête, 90 % des répondantes ont affirmé avoir vécu beaucoup de stress en raison de l'isolement social. Les résultats révèlent également que, dans les régions rurales, les services de santé mentale sont beaucoup plus chers et moins accessibles qu'en ville et que le délai d'attente peut dépasser un an.

3. Peu ou pas de services de garde à 10 \$ par jour en région rurale⁵ : Malgré le fait que le gouvernement fédéral a annoncé la création de 40 000 places en garderie à 10 \$ par jour dans l'ensemble des provinces et territoires, il y a souvent peu ou pas de services de garde subventionnés en région rurale. L'une des répondantes a mentionné qu'elle paie 50 \$ par jour pour faire garder son bébé. Les garderies subventionnées ont de très longues listes d'attente et il est très difficile d'y obtenir une place pour son enfant. De plus, selon certains, des frais de 10 \$ par jour ne permettent pas d'embaucher du personnel suffisamment qualifié dans les garderies. Par ailleurs, comme seuls les services de garde agréés en vertu du système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants seront admissibles au programme de places à 10 \$ par jour, certaines garderies ne pourront recevoir du financement.

Au 31 mars 2020, il y avait 5 565 centres de la petite enfance agréés en Ontario. On comptait un total de 462 802 places dans des centres agréés, dont 34 841 dans des établissements offrant des services en français.

DIFFICULTÉS MENTIONNÉES PAR LES RÉPONDANTES EN RÉPONSE À LA QUESTION SUR LES FACTEURS INFLUANT SUR LEUR SANTÉ MENTALE

- Manque d'occasions de faire croître mon entreprise
- Charge de travail alourdie par les tâches ménagères et la garde des enfants
- Pressions financières (causées par le remboursement d'emprunts, l'épuisement des économies)
- Crainte de devoir éventuellement rembourser le prêt de 40 000 \$ accordé par le CUEC
- Isolement
- Manque de revenus
- Faible confiance en soi
- Être chef de famille monoparentale

⁴ Voir : <https://www.cbc.ca/news/canada/calgary/alberta-labour-shortage-retirement-wave-1.6682096#:~:text=As%20of%20the%20second%20quarter,contribute%20to%20ongoing%20labour%20shortage>

⁵ Voir : <https://www.ontario.ca/fr/page/rapport-annuel-sur-le-systeme-de-la-petite-enfance-et-des-services-de-garde-denfants-de-lontario-1>

ÉVALUER LES OBSTACLES : QUELLES SONT LES DIFFICULTÉS À SURMONTER POUR ATTEINDRE LA SÉCURITÉ FINANCIÈRE?



COMMENTAIRES DE RÉPONDANTES SUR LA DISCRIMINATION ET LES PRÉJUGÉS FONDÉS SUR LE GENRE

« Mon quartier n'en fait pas assez pour promouvoir les entreprises appartenant à des femmes »

« Beaucoup de mansplaining »

« Les femmes ne profitent pas d'une représentation égale »

« Ma banque ne voulait même pas m'accorder le montant de découvert minimum »

« Les bailleurs de fonds et banques prétendent qu'ils veulent servir les femmes, mais leurs critères d'admissibilité demeurent très problématiques »

4. Frais d'accès Internet élevés et mauvaise connexion⁶ : La pandémie a mis en lumière les problèmes d'accès Internet au Canada. Soixante-quinze pour cent des répondantes étaient d'accord pour dire qu'elles payaient un prix élevé pour leur service Internet haute vitesse ou que leur connexion Internet était mauvaise ou intermittente. Les municipalités rurales et éloignées, qui comptent 19 % de la population canadienne, ont toujours été à la traîne en matière de service Internet haute vitesse. Le fossé numérique entre les régions urbaines et rurales au Canada n'a jamais été aussi grand que durant la pandémie de COVID-19.

Au Canada, 93,5 % de la population a accès à un service Internet haute vitesse, mais le tarif mensuel moyen est de 95 \$: « Les frais d'accès Internet sont plus élevés au Canada que partout ailleurs dans le monde. » (Toronto Star)

Selon un sondage mené par BMO, 85,4 % des entreprises appartenant à des femmes comptent moins de 20 employés. Des médias canadiens et des données confirment que les entreprises de moins de 20 employés, en particulier celles détenues par des femmes, ont été les plus touchées par la pandémie.

5. Inadmissibilité aux subventions gouvernementales⁷ : En raison des critères d'admissibilité, 42 % de nos répondantes n'ont pu obtenir de subvention gouvernementale durant la pandémie. Même si le gouvernement a créé divers programmes pour aider les PME, la plupart de ceux-ci étaient conçus pour les PME ayant du personnel rémunéré (afin de soutenir à la fois l'employeur et l'employé). Ces programmes ne s'adressaient pas au grand nombre de travailleuses et travailleurs autonomes qui dépendent des donneurs d'ouvrage.

6. Peu de considération pour les entreprises détenues par des femmes : Les entreprises appartenant à des femmes demeurent moins considérées et sont rarement reconnues pour leur valeur et leur apport à l'économie. Il existe aussi de nombreux préjugés à propos des femmes entrepreneures, spécialement celles qui sont d'origine autochtone. Trop de gens en position de pouvoir perçoivent encore les entreprises détenues par des femmes comme une activité de « loisir » ou une source de « revenu d'appoint ». Et trop souvent, les politiques reflètent parfaitement cette perception. La réalité est bien différente. Des études ont démontré que les entreprises appartenant à des femmes contribuent 150 milliards \$ à notre économie et emploient plus de 1,5 million de personnes. De plus, les recherches évaluent à 7 milliards \$ la contribution potentielle des femmes entrepreneures à l'économie canadienne.

⁶ Voir : <https://ised-isde.canada.ca/site/acces-internet-haute-vitesse-canada/fr>

Voir : https://www.thestar.com/sponsored_sections/2022/10/29/internet-in-canada-costs-more-than-anywhere-else-in-the-world-b.html

⁷ Voir : https://wekh.ca/wp-content/uploads/2021/01/Les_repercussions_de_la_COVID-19_sur_les_femmes_proprietaires_dentreprise.pdf

LES RÉPERCUSSIONS DE LA PANDÉMIE QUE SUBISSENT ENCORE LES FEMMES ENTREPRENEURES



Les répondantes à notre enquête ont également mentionné qu'elles subissaient encore plusieurs répercussions de la pandémie, malgré un certain retour à la normale.

Environ 30 % des répondantes ont encore de la difficulté à remplir leurs **obligations financières**, comme payer un loyer ou une hypothèque, assumer la hausse du coût de la vie, rembourser un emprunt, verser des salaires et payer des factures.

Plus de 20 % des répondantes rapportent avoir **perdu de l'argent** pour différentes raisons comme des retards, des ventes ou contrats perdus, l'incapacité à localiser des clients, la nécessité de transférer ailleurs leurs activités commerciales, des gens malades ou incapables d'assister aux cours en personne ou des produits qui ne se vendaient pas.

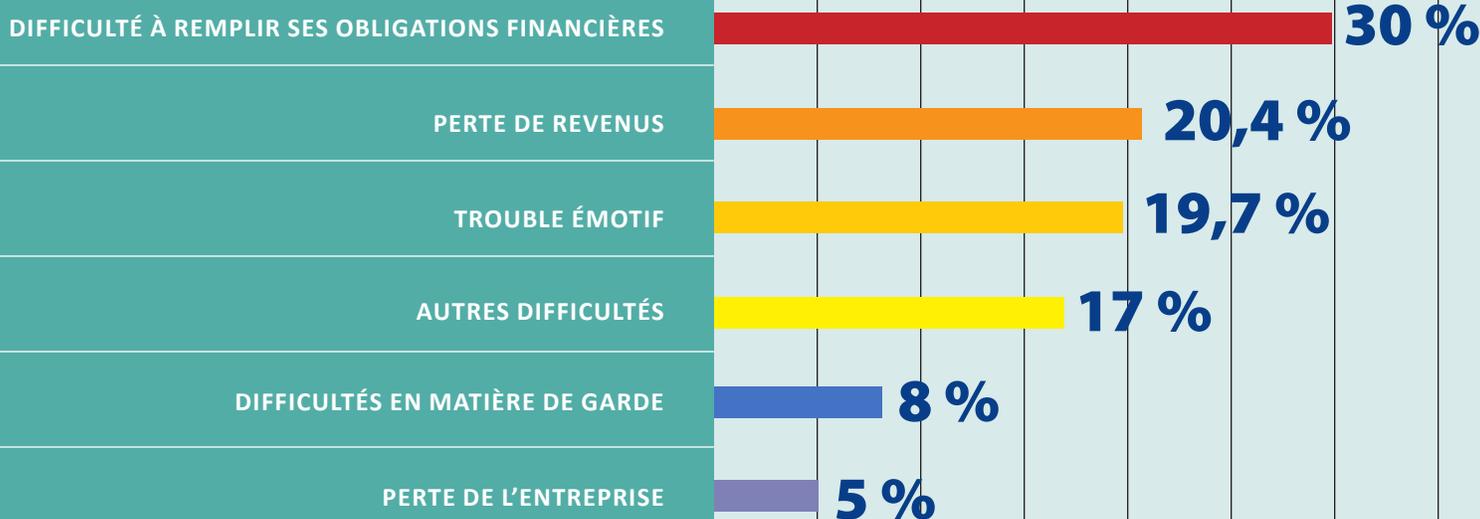
En raison des émotions causées par la solitude, l'isolement, le stress financier, la tristesse et les soucis liés au maintien des activités de l'entreprise, près de 20 % des répondantes ont déclaré avoir vécu un **trouble émotif**.

Dix-sept pour cent des répondantes ont indiqué qu'elles vivaient **d'autres difficultés** telles que des problèmes d'embauche ou de maintien en poste du personnel, des frais de traitement élevés et de la difficulté à faire croître leur entreprise.

Huit pour cent des répondantes ont mentionné qu'elles avaient encore de la difficulté à **assurer la garde** de leurs enfants ou de leurs parents âgés (travail non rémunéré) tout en exploitant leur entreprise.

Environ 5 % des répondantes ont **perdu leur entreprise**.

RÉPERCUSSIONS DE LA PANDÉMIE QUE SUBISSENT ENCORE LES FEMMES ENTREPRENEURES



LES STÉRÉOTYPES SEXISTES SYSTEMIQUES NUISANT À LA CONFIANCE EN SOI DES FEMMES ENTREPRENEURES



Les stéréotypes sexistes systémiques peuvent avoir une incidence importante sur la confiance en soi et la réussite des femmes entrepreneures. Trente-cinq pour cent des répondantes étaient d'accord pour dire que les stéréotypes sexistes avaient des effets négatifs sur leur entreprise. Ceux-ci comprennent :

- Le manque de modèles féminins :** L'absence de femmes entrepreneures dans des positions de leadership et dans les médias peut entraîner un manque de motivation, d'inspiration et d'assurance chez les femmes qui veulent se lancer en affaires.
- Les stéréotypes sur les femmes en affaires :** Les femmes peuvent faire face à des stéréotypes et des préjugés concernant leur façon de gérer leur organisation, leurs capacités décisionnelles et leur style de leadership, ce qui peut les empêcher d'avoir confiance en leur aptitude à diriger une entreprise.
- Un accès inégal au financement :** Les femmes entrepreneures ont plus de difficulté à obtenir du financement et des ressources à cause des préjugés et stéréotypes sexistes qui persistent dans les industries des services financiers et de l'investissement.
- La division sexuée du travail :** Les femmes affrontent des obstacles supplémentaires dans le domaine de l'entrepreneuriat en raison de la vision traditionnelle des rôles qui associe les femmes aux soins de la famille et aux tâches ménagères.
- Les préjugés intériorisés :** L'intériorisation de préjugés sexistes à propos de leurs habiletés et capacités peut miner la confiance des femmes en leurs compétences comme entrepreneures.

Les gouvernements, les entreprises et les particuliers doivent travailler de concert afin de remettre en question et déconstruire ces stéréotypes systémiques ainsi que de créer un environnement inclusif et accueillant pour les femmes entrepreneures.



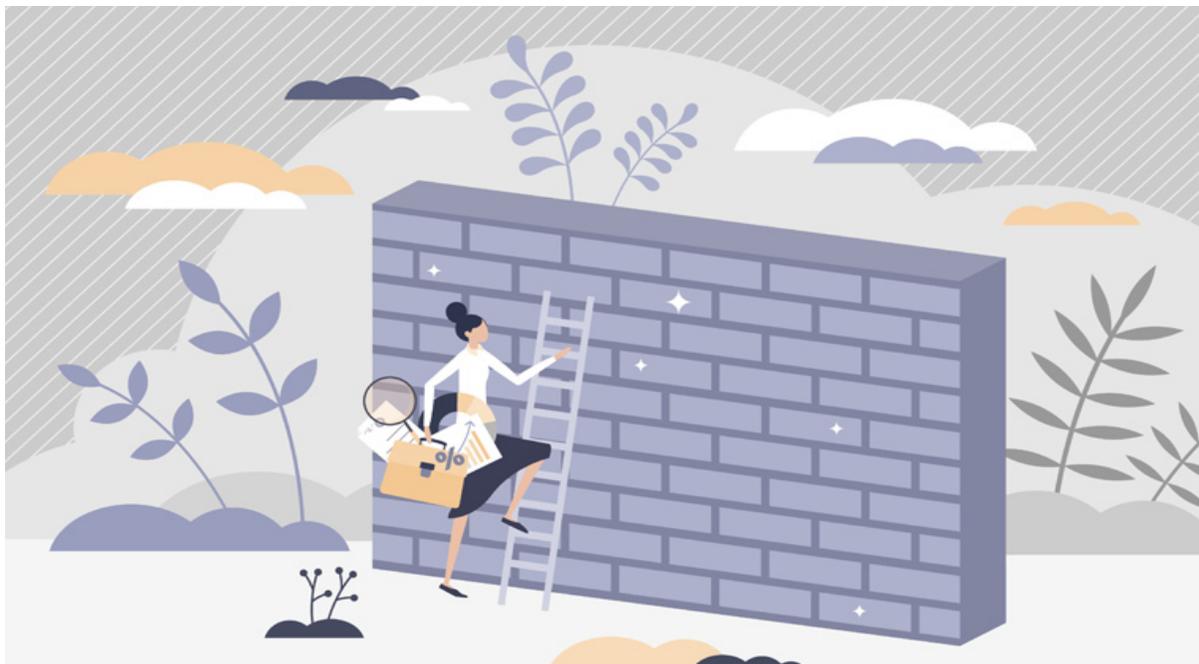
LES DIFFICULTÉS RÉSULTANT DE LOIS, POLITIQUES ET PRATIQUES DISCRIMINATOIRES EMPÊCHENT LES FEMMES DE PROFITER DE POSSIBILITÉS ÉCONOMIQUES



Les difficultés résultant de lois, politiques et pratiques discriminatoires sont multiples et complexes et empêchent souvent les femmes de profiter de possibilités économiques. Quarante-trois pour cent des répondantes ont confirmé qu'elles faisaient face à de telles difficultés. Celles-ci comprennent :

- L'écart salarial entre les sexes :** En Ontario, les femmes demeurent moins rémunérées que les hommes pour un travail égal.
- Le manque de services de garde abordables :** Cela peut nuire à la conciliation travail-famille des femmes.
- Un accès inégal à l'éducation et à la formation, spécialement dans les collectivités rurales :** En milieu rural, les femmes peuvent avoir de la difficulté à accéder à l'éducation et aux occasions de formation, ce qui peut nuire à leurs chances d'obtenir un emploi bien rémunéré.
- La division sexuée du travail :** Les femmes sont sous-représentées dans les emplois à salaire élevé, comme les postes de direction, ou arrivent plus difficilement à faire prospérer leur entreprise. Les entreprises détenues par des personnes 2SLGBTQ+ sont aussi négligées.
- Les stéréotypes et préjugés sexistes :** Des stéréotypes et préjugés sexistes peuvent réduire les chances de réussite des femmes dans les industries à prédominance masculine.

Des efforts considérables et soutenus de la part des gouvernements, des entreprises et des particuliers sont requis afin de créer un environnement de travail inclusif et équitable pour toutes les femmes de l'Ontario.



ANALYSE ET RECOMMANDATIONS

Cette section propose une analyse des difficultés rencontrées par les femmes entrepreneures en Ontario et des recommandations pour aplanir ces difficultés. Les recommandations sont basées sur les résultats de l'enquête et visent à fournir des solutions applicables pour soutenir l'épanouissement et la réussite des entrepreneures ontariennes.

1. L'accès rapide à des services de santé mentale de qualité est un problème important pour les femmes entrepreneures.

Le gouvernement du Canada doit collaborer avec les municipalités et les provinces pour faire en sorte que des services de santé mentale soient accessibles facilement et rapidement partout au pays, en particulier dans les collectivités rurales, éloignées et du Nord, où les délais d'attente sont très longs ou les services carrément inexistantes.

Parmi les principaux facteurs qui affectent la santé mentale des femmes, on trouve : les tâches non rémunérées, comme la garde d'enfants ou d'aînés; le stress financier causé par le remboursement d'un emprunt ou l'épuisement des économies; les efforts de conciliation travail-famille; l'isolement; et la réglementation gouvernementale. Les délais d'attente pour obtenir de l'aide en santé mentale en Ontario ont atteint un sommet inégalé. Un nombre croissant de femmes entrepreneures et de Canadiennes et Canadiens cherchent à obtenir des services de santé mentale, mais selon les régions, ceux-ci ne sont pas accessibles rapidement ou sont carrément inaccessibles.

Au mois de janvier 2020, les délais d'attente des services de santé mentale demeuraient extrêmement longs et dépassaient souvent deux ans et demi. Le délai d'attente moyen des services de counselling et de psychothérapie était de 67 jours et celui des thérapies intensives, de 92 jours⁸. Les délais d'attente sont encore plus importants dans les collectivités rurales, éloignées et du Nord, où il n'y a parfois aucun service.



2. Souvent, les femmes ne correspondent pas suffisamment au profil typique de l'entrepreneur pour être admissibles aux subventions, prêts et mesures d'aide du gouvernement.

Le gouvernement et les décideurs doivent reconnaître que les microentreprises et les entreprises individuelles, qui sont des formes courantes d'entrepreneuriat au féminin, constituent un secteur important de l'économie canadienne. Le gouvernement devrait créer une nouvelle catégorie appelée « micro-entreprise » pour les entreprises détenues ou dirigées par des femmes (moins de 20 employés) et concevoir des programmes de soutien en conséquence.

Les recherches démontrent que 85,4 % des entreprises appartenant à des femmes sont pour la plupart des PME de moins de 20 employés⁹. De plus, un nombre croissant de femmes gèrent leur entreprise seules à titre de propriétaires uniques (entrepreneures indépendantes). Bien que le gouvernement ait conçu des programmes de soutien spécifiquement pour les femmes entrepreneures, plusieurs de ceux-ci excluent les entrepreneures indépendantes et les microentreprises, même s'il s'agit des principaux modèles d'entreprises de femmes.

⁸ Canadian Mental Health Association, « Wait times for youth mental health services in Ontario at all-time high. » <https://ontario.cmha.ca/news/wait-times-for-youth-mental-health-services-in-ontario-at-all-time-high/#:~:text=Average%20wait%20time%20is%2067,92%20days%20for%20intensive%20treatment>.

⁹ Elmi, Mohamed et al., *Les répercussions de la COVID-19 sur les femmes propriétaires d'entreprise*, PCFE : <https://wekh.ca/wp-content/uploads/2021/01/Les-repercussions-de-la-COVID-19-sur-les-femmes-proprietaires-dentreprise.pdf>



CATÉGORIE
EXISTANTE

ENTREPRISE DÉTENUÉ
PAR UNE FEMME

Entreprise appartenant en majorité à une femme (50,1 % ou plus) et comptant plus de 20 employés.

CATÉGORIE
EXISTANTE

ENTREPRISE DIRIGÉE
PAR UNE FEMME

Entreprise dont les activités sont contrôlées et gérées à long terme par une femme, qui est une partie prenante et qui participe activement aux décisions quotidiennes.

CATÉGORIE
PROPOSÉE

MICROENTREPRISE
(DÉTENUÉ ET DIRIGÉE
PAR UNE FEMME)

Entreprise appartenant entièrement à une femme et comptant moins de 20 employés.

Ainsi, la plupart des entreprises appartenant à des femmes ne satisfont pas aux critères d'admissibilité des programmes gouvernementaux. Par exemple, les subventions salariales ne sont pas utiles pour la majorité des femmes entrepreneures qui sont moins susceptibles d'embaucher beaucoup de personnel. Celles-ci ont aussi moins tendance à demander un prêt du CUEC, car elles sont plus réticentes à s'endetter ou à embaucher.

Étant donné la nature de la plupart des entreprises détenues par des femmes, plusieurs programmes de soutien lancés par le gouvernement durant la pandémie étaient inaccessibles à ces dernières parce qu'elles n'avaient pas de personnel à rémunérer ni assez de fonds pour embaucher. D'autres programmes gouvernementaux attiraient peu les femmes, qui hésitaient encore plus que d'habitude à s'endetter¹⁰.

3. Les besoins financiers des femmes entrepreneures demeurent insatisfaits en raison des préjugés systémiques qui persistent dans les politiques et programmes gouvernementaux élaborés en partenariat avec les institutions financières.

Le gouvernement du Canada doit appliquer l'approche de l'analyse comparative entre les sexes plus (ACS+) à toutes les étapes du développement, de la mise en œuvre et de l'évaluation des programmes et des services afin de s'assurer

que ceux-ci répondent aux besoins particuliers des femmes et des personnes issues de la diversité.

Une formation continue sur l'égalité entre les sexes doit aussi être offerte à tous les échelons de l'administration publique afin de corriger les iniquités et de s'assurer que les femmes ne sont pas harcelées lorsqu'elles soumettent une demande à un programme subventionné par le gouvernement en partenariat avec de grandes institutions financières et organisations.

Les femmes entrepreneures essuient encore des refus lorsqu'elles soumettent des demandes d'emprunt ou de subvention à des établissements de crédit ordinaires, comme les banques et les caisses populaires, qui ont des exigences très strictes concernant les taux de crédit, le revenu personnel et les revenus d'entreprise. L'attitude de nombreuses sociétés de capital de risque vis-à-vis des femmes entrepreneures est souvent influencée par des stéréotypes sexistes persistants, par exemple, l'idée voulant que les entreprises de femmes représentent un investissement « moins idéal » que celles des hommes.

Selon les recherches, dans les établissements de crédit ordinaires, les demandes d'emprunt des femmes sont plus susceptibles d'être refusées ou soumises à des exigences serrées que celles des hommes.

¹⁰ TD Economics, *Pandemic stalls women's progress in entrepreneurship*: <https://economics.td.com/women-in-business>

ANALYSE ET RECOMMANDATIONS



Les femmes subissent aussi du harcèlement systémique au moment de fournir des documents¹¹. La pandémie a révélé que les femmes continuent d'avoir besoin d'aide pour accroître leurs compétences financières et pour combattre les préjugés qui subsistent dans les systèmes.

Le gouvernement doit soutenir les initiatives d'investisseurs providentiels destinées aux femmes entrepreneures. Il doit également continuer d'appuyer les programmes de mentorat qui visent à parfaire l'éducation financière des femmes.

Le gouvernement doit aussi soutenir les programmes qui offrent des prêts et des subventions aux entreprises détenues par des femmes comptant peu ou pas de personnel. Enfin, les programmes financés par le gouvernement, qui sont souvent complexes, doivent simplifier leur processus de demande de financement.

4. Le coût élevé et les listes d'attente des services de garde demeurent des obstacles majeurs pour les femmes entrepreneures, malgré la mise en place d'un programme visant à assurer des places en garderie à 10 \$ par jour.

Afin d'accroître la capacité des services de garde partout dans la province, le gouvernement du Canada doit faire en sorte qu'un plus grand nombre de centres de la petite enfance puissent s'inscrire au système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants afin d'être admissibles au financement de places à 10 \$.

Le nombre de parents ayant besoin de services de garde est revenu à son niveau pré-pandémique¹². Cependant, selon des sondages, la majorité des parents (57 %) ont de

la difficulté à trouver des services de garde dans leur collectivité, et près de la moitié (46 %) ne parviennent pas à trouver des services abordables¹³.

Avant la pandémie, les familles ontariennes payaient en moyenne 1 600 \$ par mois et jusqu'à 70 \$ par jour en frais de garde d'enfant. C'est un coût insoutenable pour la plupart des familles canadiennes. D'où l'importance d'un programme de places à 10 \$ par jour pour les familles canadiennes et les femmes entrepreneures en particulier.

Malheureusement, pour répondre à la demande de places à 10 \$ par jour, l'Ontario doit disposer de 86 000 centres de la petite enfance agréés¹⁴. Or, Statistique Canada a rapporté que plus de la moitié des 52 794 services de garde au Canada (2021) étaient non agréés et situés en milieu familial, ce qui les exclut du programme subventionné.

En date du 31 mars 2020, il n'y avait que 5 565 centres de la petite enfance agréés en Ontario. Le nombre total de places dans des centres agréés était de 462 802, dont 34 841 dans des établissements offrant des services en français¹⁵. La grave pénurie de places en garderie a été soulignée par Gordon Cleveland, expert en politiques de services de garde et professeur agrégé émérite à l'Université de Toronto : « Pour répondre aux besoins des parents et réduire les longues listes d'attente, la province doit ajouter plus de 200 000 places en centres de la petite enfance agréés¹⁶ [traduction libre] ».

Le gouvernement fédéral doit travailler de concert avec le gouvernement provincial pour faire en sorte que les services garde accessibles et abordables deviennent une priorité et une réalité, pas seulement une promesse.

¹¹ Heidrick, Ted, *Financement des PME au Canada : Obstacles auxquels se heurtent les entrepreneurs des groupes des femmes, des jeunes, des Autochtones et des minorités qui cherchent à obtenir du capital* : https://ised-isde.canada.ca/site/recherche-statistique-pme/sites/default/files/attachments/2022/Financement_des_PME_Ph2.pdf

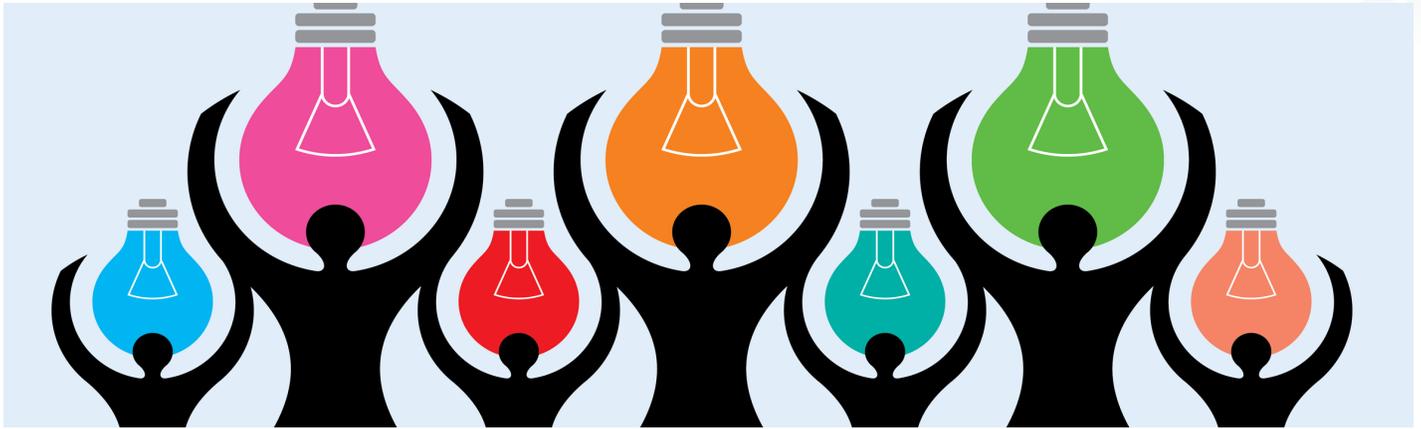
¹² Statistique Canada, *Enquête sur les modes d'apprentissage et de garde des jeunes enfants* : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220601/dq220601a-fra.htm>

¹³ SimplySmart Child Care Centre, *How much is the cost of daycare in Ontario?* : <https://simplysmartchildcare.com/how-much-is-the-cost-of-daycare-in-ontario-simplysmart-2/>

¹⁴ Gouvernement du Canada, *Enquête canadienne sur la prestation de services de garde, janvier 2021* : <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/210615/dq210615c-fra.htm>

¹⁵ Gouvernement de l'Ontario, *Rapport annuel sur le système de la petite enfance et des services de garde d'enfants de l'Ontario, 2020* : <https://www.ontario.ca/fr/page/rapport-annuel-sur-le-systeme-de-la-petite-enfance-et-des-services-de-garde-denfants-de-lontario-1>

¹⁶ SimplySmart Child Care Centre, *How much is the cost of daycare in Ontario?* : <https://simplysmartchildcare.com/how-much-is-the-cost-of-daycare-in-ontario-simplysmart-2/>



5. Les entrepreneures autochtones affrontent encore un plus grand nombre d'obstacles, mais leurs perspectives sont les plus prometteuses.

Le gouvernement du Canada doit appuyer la création d'un écosystème inclusif pour soutenir les entrepreneures autochtones dans l'ensemble des politiques et programmes destinés aux entreprises.

Au Canada, les Autochtones démarrent neuf fois plus d'entreprises que la moyenne des allochtones. Près de 60 000 entreprises autochtones sont en activité au pays, et les femmes autochtones sont à l'avant-plan de cette croissance, spécialement en ce qui concerne l'offre de nouveaux produits et services¹⁷.

On estime que les Autochtones contribuent plus de 32 milliards \$ au PIB canadien chaque année, dont un peu plus de 12 milliards \$ pour l'économie du secteur privé.

Toutefois, la population autochtone se bute à des obstacles de taille, comme le racisme systémique, la pauvreté et le manque d'accès à l'éducation financière et aux instruments de financement, pour n'en nommer que quelques-uns.

Les femmes autochtones, en particulier, font face à des obstacles majeurs. Parmi tant d'autres, mentionnons la violence physique et sexuelle, l'absence d'infrastructures

de transport et autres, ainsi que le manque de soins de santé adéquats, de possibilités de formation et d'instruments de financement d'entreprises.

Selon le rapport *Ressources pour les entrepreneures autochtones* du Portail de connaissances pour les femmes en entrepreneuriat (PCFE), s'il existe un nombre croissant de mesures de soutien destinées aux entrepreneurs et entrepreneures autochtones, le manque de mesures tenant compte du sexe demeure considérable, tout particulièrement dans les politiques et pratiques de financement. Le rapport souligne également le peu d'occasions de mentorat et de réseautage offertes aux entrepreneures autochtones¹⁸.

Il est essentiel que les organismes sans but lucratif qui viennent en aide aux femmes, spécialement aux femmes autochtones, bénéficient de programmes de soutien gouvernementaux robustes afin de pouvoir offrir des prêts et des subventions (de préférence non remboursables) à ces groupes marginalisés. De plus, ces programmes doivent tenir compte des défis particuliers que doivent relever les femmes.

En outre, il est important de créer des politiques et des processus d'inclusivité au moyen d'une approche fondée sur le sexe qui cible les obstacles spécifiques affrontés par les femmes autochtones dans leur parcours entrepreneurial.

¹⁷ Tabatha Bull, *When Indigenous people do well economically, so does Canada* : <https://www.corporateknights.com/leadership/when-indigenous-people-do-well-economically-so-does-canada/>

¹⁸ Voir : https://wekh.ca/wp-content/uploads/2022/01/Ressources_pour_les_entrepreneures_autochtones.pdf



CONCLUSION

Si les ressources financières constituent un facteur de changement essentiel, le gouvernement doit mettre en place une structure durable et accessible pour aider les femmes entrepreneures. Il ne suffit pas de financer des projets pour changer les systèmes. Le gouvernement et les autres bailleurs de fonds doivent s'attaquer aux systèmes et stratégies de financement institutionnalisés qui perpétuent les problèmes d'accès des femmes entrepreneures. Pour révolutionner le soutien gouvernemental offert aux femmes entrepreneures, il faut établir des partenariats solides et durables avec des organisations spécialisées, modifier les processus inaccessibles de manière à ce qu'ils tiennent compte des besoins uniques des femmes et réfléchir à des stratégies de distribution des ressources qui favorisent un changement positif fondamental.

Parmi les nombreux enjeux qui existaient déjà avant la pandémie de COVID-19 et ont été aggravés par celle-ci, les plus préoccupants sont : la pénurie de places en garderie dans l'ensemble de la province, y compris en région rurale, la disponibilité des ressources de financement, l'accès à des technologies fiables et abordables et le manque de services en santé mentale accessibles. Il est essentiel de reconnaître et de respecter la solidité et la fiabilité des organisations établies dans le secteur du soutien aux femmes afin de déterminer les meilleurs moyens d'aider les femmes entrepreneures et de pérenniser ceux-ci. Pour résoudre les difficultés des femmes entrepreneures et opérer un véritable changement systémique, il faut créer un écosystème de soutien durable, avec l'appui financier du gouvernement et d'autres sources.





BIBLIOGRAPHIE

Gouvernement de l'Ontario. *Rapport annuel sur le système de la petite enfance et des services de garde d'enfants de l'Ontario, 2020* :
<https://www.ontario.ca/fr/page/rapport-annuel-sur-le-systeme-de-la-petite-enfance-et-des-services-de-garde-denfants-de-lontario-1>

Gouvernement du Canada, Innovation, Innovation, Sciences et Développement économique Canada, Bureau du sous-ministre, Secteur du service de transformation numérique. *Internet haute vitesse pour tous les Canadiens* :
<https://ised-isde.canada.ca/site/acces-internet-haute-vitesse-canada/fr>

« Internet in Canada Costs More than Anywhere Else in the World », *Toronto Star* :
https://www.thestar.com/sponsored_sections/2022/10/29/internet-in-canada-costs-more-than-anywhere-else-in-the-world-b.html

Elmi, Mohamed et al. *Les répercussions de la COVID-19 sur les femmes propriétaires d'entreprise : Document préparatoire à la table ronde* :
https://wekh.ca/wp-content/uploads/2021/01/Les_repercussions_de_la_COVID-19_sur_les_femmes_proprietaires_dentreprise.pdf

Gouvernement du Canada, Affaires mondiales Canada. *Le commerce et le genre* :
https://www.international.gc.ca/trade-commerce/gender_equality-egalite_genres/trade_gender-commerce_genre.aspx?lang=fra

CMHA Ontario. « Wait Times for Youth Mental Health Services in Ontario at All-Time High » :
<https://ontario.cmha.ca/news/wait-times-for-youth-mental-health-services-in-ontario-at-all-time-high/#:~:text=Average%20wait%20time%20is%2067,92%20days%20for%20intensive%20treatment>

Preston, Leslie et Nikolina Zivkovic. *Pandemic Stalls Women's Progress in Entrepreneurship*, TD Economics :
<https://economics.td.com/women-in-business>

Heidrick, Dr Ted et Tracey Nicol. *Financement des PME au Canada : Obstacles auxquels se heurtent les entrepreneurs des groupes des femmes, des jeunes, des Autochtones et des minorités qui cherchent à obtenir du capital* :
[https://www.ic.gc.ca/eic/site/061.nsf/vwapj/financement_des_pme_ph1.pdf/\\$file/financement_des_pme_ph1.pdf](https://www.ic.gc.ca/eic/site/061.nsf/vwapj/financement_des_pme_ph1.pdf/$file/financement_des_pme_ph1.pdf)



BIBLIOGRAPHIE

Femmes et Égalité des genres Canada. *Plan d'action national pour mettre fin à la violence fondée sur le sexe, une étape importante vers l'atteinte de l'égalité entre les sexes et les genres* :

<https://www.canada.ca/fr/femmes-egalite-genres/nouvelles/2022/11/plan-daction-national-pour-mettre-fin-a-la-violence-fondee-sur-le-sexe-une-etape-importante-vers-latteinte-de-legalite-entre-les-sexes-et-les-genres.html>

Statistique Canada. *Enquête canadienne sur la prestation de services de garde, janvier 2021* :

<https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/210615/dq210615c-fra.htm>

Gouvernement de l'Ontario. *Rapport annuel sur le système de la petite enfance et des services de garde d'enfants de l'Ontario, 2020* :

<https://www.ontario.ca/fr/page/rapport-annuel-sur-le-systeme-de-la-petite-enfance-et-des-services-de-garde-denfants-de-lontario-1>

Simply Smart Daycare & Montessori. *How Much Is the Cost of Daycare in Ontario?* :

<https://simplysmartchildcare.com/how-much-is-the-cost-of-daycare-in-ontario-simplysmart-2/#>

Corporate Knights. *When Indigenous People Do Well Economically, so Does Canada* : <https://www.corporateknights.com/leadership/when-indigenous-people-do-well-economically-so-does-canada/#:~:text=It%20has%20been%20estimated%20that,of%20its%20growing%20Indigenous%20population>

Richard, Ashley et Kara Thorvaldson. *Ressources pour les entrepreneures autochtones : Une analyse des soutiens actuellement disponibles dans l'écosystème*, Portail de connaissances pour les femmes en entrepreneuriat :

https://wekh.ca/wp-content/uploads/2022/01/Ressources_pour_les_entrepreneures_autochtones.pdf

